

Quel bilan trois ans après la réouverture des universités ?

→ par Pierre Chantelot, secrétaire national

Après la crise sanglante de 2010-2011, les cinq universités publiques du pays, dont les opportunément renommées Félix-Houphouët-Boigny (ex-Cocody-Abidjan), et Alassane-Ouattara (ex-Bouaké), ont été fermées pendant près de deux ans pour faire peau neuve.

Que s'est-il passé depuis leur réouverture le 15 octobre 2012 ? La réhabilitation des bâtiments a bien eu lieu, mais aucune nouvelle construction n'a été réalisée pour faire face à la massification de l'ESR ivoirien, alors que ce dernier n'est pas encore passé totalement au LMD. À Cocody, il y a 60 000 étudiants pour une capacité d'accueil de 12 000 ! Le manque d'équipements de recherche et pédagogiques est flagrant. Et le projet d'une bibliothèque numérique n'est toujours pas assuré.

En 2014, à cause de l'incapacité de l'ESR public ivoirien à accueillir tous les candidats, seulement 15 000 néobacheliers sur 82 000 ont été orientés vers l'université et le reste vers les écoles privées et professionnelles. Les frais d'inscriptions sont fixés de façon anarchique malgré le décret qui stipule qu'ils doivent

osciller entre 35 000 et 45 000 francs CFA (le SMIG est fixé à 60 000 FCFA soit 91,50 euros, le coût des inscriptions dépasse donc ce montant parfois).

À la suite de la guerre civile en 2012, nos collègues ivoiriens (et aussi des étudiants) ont été nombreux à avoir été emprisonnés plusieurs mois sous prétexte qu'ils auraient abrité des « forces rebelles » sur le campus pendant la guerre civile. Après ce passage en prison, le choix entre l'exil en France ou dans les pays limitrophes s'est imposé.

Pour ceux qui ont choisi de partir en France se pose le problème de vivre décemment de leur activité d'enseignant-chercheur. Depuis peu, enfin, ils peuvent bénéficier du statut de réfugié, ce qui facilite les démarches pour la recherche d'une activité professionnelle. Mais le

plus dur reste à faire : trouver des heures de vacation. Pour ceux qui ont fui dans les pays limitrophes tels que le Ghana, petit à petit, l'heure de la « réconciliation » semble être venue mais tous n'ont pas encore rejoint leurs UFR. Pour ceux qui ont décidé d'accompagner le pouvoir, les choses se passent plutôt bien, mais pas pour ceux qui restent opposés au régime. Ceux-là grossissent le lot des prisonniers d'opinion tels le Pr Hubert Oulaye, le Dr Assoa Adou. De même, l'exclusion de certains étudiants syndicalistes début décembre, à la suite de saccages sur le campus de Cocody, ne peut qu'exacerber les tensions.

Insuffisance du personnel d'encadrement (enseignants et chercheurs) et problème de capacité d'accueil et de logement demeurent des défis majeurs pour le gouvernement ivoirien. Cette réouverture n'a donc pas donné satisfaction, ni aux étudiants, ni aux enseignants. ●

▼
Le problème de capacité d'accueil et de logement demeure un défi majeur.
▲